

Résultats annuels provisoires à fin juin 2025

Croissance du chiffre d'affaires de 4,7 % et EBITDA en hausse de 1,7 % malgré une baisse du financement public ; structure de financement long terme assurée

Croissance d'activité et contrôle des coûts viennent atténuer des tarifs insuffisants en France

- Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 4,7% à 5,2 milliards d'euros, soutenu par la hausse du volume d'activité et l'acquisition en juin 2024 des centres de soins primaires Cosem. La croissance du chiffre d'affaires à périmètre constant s'élève à 2,7%.
- L'EBITDA du Groupe a augmenté de 1,7%, soit 10 M€, à 621 M€, malgré la baisse de 53 M€ des subventions et autres financements publics en France et une inflation sectorielle toujours sous-financée par les gouvernements.
- En France, les tarifs du MCO ont augmenté de 2,2% à partir de juillet 2024 à la suite de la suppression du coefficient CICE, qui n'a toutefois pas été appliquée en janvier et février 2025, soit un sous-financement d'environ 9 M€, et une indexation de 0,5% à partir de mars 2025. Le coefficient prudentiel appliqué sur les tarifs en France a été entièrement retenu par le gouvernement (15 M€ l'année dernière).
- La diminution des subventions comprend une réduction de 21 M€ de la garantie de financement en France, dorénavant supprimée, ainsi qu'une subvention inflation de 17 M€ reçue l'année dernière non reconduite.
- Les efforts de réduction des coûts, la revue du portefeuille d'établissements et les gains de productivité ont permis d'absorber la baisse des subventions et l'impact d'une inflation des coûts d'exploitation sous-financée.
- La perte nette (part du Groupe) de 54 M€ est stable par rapport à l'année dernière, sous l'effet de l'augmentation des charges d'amortissement des contrats de location et du coût de la dette, compensée par la hausse d'EBITDA.
- Le levier d'endettement est de 4,7x et le niveau de trésorerie et équivalents est de 367 M€ à fin juin 2025 (à comparer avec respectivement 4,9x et 359 M€ à fin juin 2024)

La Mission en action : un accès médical étendu, des soins d'excellence, une confiance renforcée

- Servir tous les patients – Depuis 2022, en tant qu'entreprise à mission, Ramsay Santé élargit l'accès aux soins et à l'innovation médicale en France, en Suède, en Norvège, au Danemark et en Italie, auprès de 13 millions de patients.
- Ramsay Santé agit là où les besoins sont les plus criants : 60 % de nos établissements sont implantés en zones sous-denses, dont un quart du total en zones d'intervention prioritaires, parmi les plus fragiles et les moins bien pourvues en soins du pays.
- Des résultats remarquables – Record du Net Promoter Score en France (74 %), fort engagement des collaborateurs en Europe (71 %), et réduction de 6 % des émissions de GES (à périmètre constant).
- Innover dans la qualité des soins – Développement des hôpitaux de jour en France, comptes rendus médicaux assistés par IA en Suède, et suivi à distance après hospitalisation en France.
- Excellence reconnue – Des scores de certification qualité supérieurs de 10 points à la moyenne nationale en France, reflétant de meilleurs résultats médicaux et une expérience patient optimisée.
- Réputation en hausse – La notoriété du groupe atteint 74 % en Norvège, 70 % en Suède et 69 % en France, renforçant la confiance et la visibilité du Groupe sur ses marchés.
- Une dynamique de collaboration – Des initiatives transfrontalières entre équipes et communautés médicales, accélèrent l'innovation et renforcent la qualité des soins.

Une stratégie portée par la Mission se traduit par des succès tangibles

- En octobre 2024, Capio s'est vu confier la gestion de l'hôpital St. Göran de Stockholm pendant au moins 8 années supplémentaires à compter de janvier 2026, pour un montant total, calculé pour (8+4) années, de c. 4,8 milliards d'euros (55 milliards de couronnes suédoises) à des conditions tarifaires plus avantageuses.
- Croissance soutenue des soins à domicile et de l'ambulatoire ; fort développement des soins primaires en France, ouverture de 3 centres de soins primaires en Norvège, de 4 nouveaux centres de santé mentale de jour en France (8 à ce jour) ainsi que 2 ouvertures supplémentaires en juillet 2025 ; installation de 8 nouveaux équipements d'imagerie en France au cours de l'année écoulée
- Avec 900 000 inscrits en Suède, *My Pages* – l'application de notre filiale Capio – transforme le parcours patient en associant services digitaux et programme de prévention *Capio Lifestyle*.
- Le 17 février 2025, Ramsay Santé a renégocié son contrat de dette senior à des marges plus favorables avec une échéance unique à 2031. Cette opération offre à toutes les parties prenantes un cadre de financement à long terme pour soutenir la mise en œuvre de son plan stratégique « Yes We Care 2025 ».
- La campagne tarifaire annuelle des établissements MCO en France débutant au 1^{er} mars 2024 prévoyait initialement une hausse des tarifs de +0,3% pour le secteur privé contre +4,3% pour le système hospitalier public. La mobilisation sans précédent du secteur privé pour obtenir un traitement équitable s'est conclue par un engagement du gouvernement aboutissant à une indexation tarifaire de +3,2% pour le secteur privé (incluant les +0,3%) à compter du 1^{er} juillet 2024, et comprenant le financement de mesures spécifiques en faveur du travail de nuit et du week-end. L'indexation tarifaire du MCO débutant au 1^{er} mars 2025 a été de +0,5%.
- Le chiffre d'affaires France a progressé de +5,9%, soutenu par la contribution des 12 centres de soins primaires Cosem repris en juin 2024, l'ouverture de 4 nouveaux centres de santé mentale de jour et l'installation de 8 nouveaux équipements d'imagerie, depuis juin 2024. La croissance organique a été portée par une augmentation de +2,2% des admissions en MCO (hors séances), la hausse des tarifs, l'augmentation des revenus refacturables liés aux achats médicaux, et par un jour ouvré supplémentaire par rapport à l'année dernière. Cette croissance a été réalisée malgré le non-versement par le gouvernement du coefficient prudentiel (vs 14,7 M€ l'année dernière, soit un impact de 0,4pt sur la croissance en France).
- Le chiffre d'affaires des pays nordiques a progressé de +0,5% à périmètre et taux de change constants, soit une hausse du chiffre d'affaires publié de +2,2%, soutenue par une fluctuation favorable des taux de change de 23 M€ (soit +1,5%) et la dynamique de l'activité de St Göran.
- L'EBITDA consolidé du Groupe a augmenté de 10,4 M€, soit +1,7%, pour atteindre 621,4 M€, avec une marge de 11,9%. Ce résultat a été obtenu malgré (i) la retenue du coefficient prudentiel sur les tarifs en France, représentant un manque à gagner de 14,7 M€ (retraité de cet impact, l'EBITDA serait en hausse de +4,1% par rapport à l'année dernière, avec une marge de 12,1%), (ii) la baisse de 21,4 M€ de la garantie de financement en France sur la période, et (iii) la non-reconduction de la subvention inflation, reçue l'année dernière à hauteur de 16,8 M€ en France. La hausse des salaires et l'inflation des achats n'ont pas été entièrement compensées par les hausses des tarifs. La croissance du résultat d'exploitation provient notamment des mesures d'efficience et de contrôle des coûts, qui ont contrebalancé ces effets, tout comme la contribution des acquisitions et effets de change favorables.
- Le cash-flow net des activités opérationnelles s'élève à 693,7 M€ contre 586,8 M€ l'année dernière (+106,9 M€), reflétant principalement l'amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement impacté favorablement par (i) un niveau plus élevé d'avances reçues par l'Etat français (prolongées dans la cadre de la publication tardive des nouveaux tarifs) en date du 30 juin 2025 comparativement au 30 juin 2024, (ii) ainsi qu'à la hausse de l'EBITDA. L'endettement financier net publié au 30 juin 2025 s'élève à 3 647,5 M€, dont 1 675,4 M€ sur une base retraitée (i.e. retraitée de l'impact de l'IFRS16 sur les loyers opérationnels dits simples ou non-financiers – cf. glossaire pour plus de détails). Le levier d'endettement net retraité s'élève à 4,7x à fin juin 2025 vs. 4,9x à fin juin 2024.

Pascal Roché, directeur général de Ramsay Santé, déclare :

« Chez Ramsay Santé, notre mission reste notre boussole. Au cours de l'année écoulée, nous avons poursuivi le déploiement de notre stratégie « Yes We Care 2025 », renforçant notre capacité à proposer à tous les patients des services de soins intégrés, couvrant l'ensemble des besoins et tout le parcours médical. Nous avançons vers un modèle de soins plus personnalisé, enrichi par le numérique, afin que chaque patient bénéficie des dernières innovations et des meilleures pratiques médicales.

Malgré les pressions budgétaires liées aux financeurs publics — avec la suppression de certaines subventions et une indexation des revenus ne couvrant pas l'inflation — nous avons préservé notre rentabilité opérationnelle. Grâce à une gestion rigoureuse des coûts et à des gains d'efficacité, nous avons enregistré une progression de l'EBITDA de +1,7 %, soutenue par une croissance organique du chiffre d'affaires de +2,7 % et avons mis en place un cadre de financement à long terme restructuré, destiné à soutenir notre stratégie future. Nous allons continuer de réclamer un niveau de financement public suffisant et cohérent au regard de la pression sectorielle sur les coûts et du niveau de qualité des soins que nos équipiers délivrent.

Ces résultats témoignent de la qualité de nos services médicaux et, surtout, de l'engagement exceptionnel des équipes. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous nos personnels et médecins, dont le dévouement fait vivre chaque jour notre mission.

À l'avenir, nous continuerons à transformer Ramsay Santé en un partenaire encore plus intégré et collaboratif pour l'ensemble de nos parties prenantes, prêt à relever les défis de la santé et à accompagner les patients comme les professionnels qui nous accordent leur confiance. »

Ces comptes provisoires ont été présentés au Conseil d'administration lors de sa réunion du 27 août 2025. Les procédures d'audit sont en cours. Les états financiers consolidés définitifs pour l'exercice clos le 30 juin 2025 seront approuvés par le Conseil d'administration lors d'une réunion prévue en octobre 2025.

Etats financiers synthétiques

Compte de résultat consolidé – en millions d’euros	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2024	Variation
Chiffre d’affaires	5 242,0	5 006,5	+4,7%
Excédent Brut d’Exploitation (EBE)	621,4	610,9	+1,7%
<i>En % du Chiffre d’affaires</i>	11,9%	12,2%	-0,3 pts
Résultat Opérationnel Courant	187,4	184,2	+1,7%
<i>En % du Chiffre d’affaires</i>	3,6%	3,7%	-0,1 pts
Résultat Opérationnel	173,2	160,6	+7,8%
<i>En % du Chiffre d’affaires</i>	3,3%	3,2%	+0,1 pts
Résultat net part du Groupe	(54,1)	(53,9)	-0,4%
Résultat net par action (en €)	(0,49)	(0,49)	-0,4%

Endettement financier net - en millions d'euros	30 juin 2025	30 juin 2024
Emprunts et dettes financières non courantes	1 841,2	1 882,5
Dettes de location non courante	1 890,5	1 800,7
Dettes de location courante	268,7	245,1
Dettes financières courantes	61,0	101,8
(Trésorerie et équivalents de trésorerie)	(366,5)	(359,0)
Autres (actifs) et passifs financiers	(47,4)	(60,2)
Endettement financier net	3 647,5	3 610,9

Tableau des flux de trésorerie consolidés - en millions d'euros	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024
EBE (a)	621,4	610,9
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	135,4	26,2
Autres éléments (c)	(63,1)	(50,3)
Flux net généré par l’activité (a)+(b)+(c)	693,7	586,8
Flux net lié aux opérations d’investissements	(138,4)	(180,5)
Flux net lié aux opérations de financement	(550,2)	(401,5)
Variation de la trésorerie nette	5,1	4,8
<i>Incidence des variations des cours de devises</i>	2,4	2,0
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	359,0	352,2
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	<i>366,5</i>	<i>359,0</i>

Ventilation du chiffre d'affaires par segments opérationnels

En millions d'euros	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024	Variation
Île-de-France	1 361,6	1 227,0	+11,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	683,4	675,5	+1,2%
Hauts de France	442,4	435,0	+1,7%
Occitanie	322,5	308,0	+4,7%
Autres régions	824,2	788,4	+4,5%
Pays nordiques	1 607,9	1 572,6	+2,2%
Chiffre d'Affaires Publié	5 242,0	5 006,5	+4,7%

Note : Le tableau ci-dessus détaille les contributions des différents segments opérationnels au chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Évolution du chiffre d'affaires publié au 30 juin 2025 vs. 30 juin 2024 – millions €

Chiffre d'affaires 30 juin 2024	Effets de change	Effets de périmètre	Croissance organique	Chiffre d'affaires 30 juin 2025	Variation
5 006,5	23,3	78,1	134,1	5 242,0	235,5
	0,5%	1,6%	2,7%		+4,7%

Faits marquants de l'exercice :

Capio remporte la gestion de l'hôpital St. Göran à partir de 2026 : Capio, le plus grand prestataire de soins de santé en Suède, filiale de Ramsay Santé, s'est vu attribuer le 22 octobre 2024 la gestion de l'hôpital St. Göran par délégation de la région de Stockholm, pendant la prochaine période contractuelle débutant le 4 janvier 2026. L'hôpital St Göran est l'un des sept hôpitaux de soins aigus de la région de Stockholm, et le seul géré par un opérateur privé. L'hôpital est un acteur important du système global de soins d'urgence de la région et sa mission est de fournir des soins médicaux somatiques aigus et planifiés en ambulatoire et en hospitalisation complète afin de répondre aux besoins de santé de la population. Cette décision signifie que Capio pourra poursuivre ses activités pendant la prochaine période contractuelle. L'accord est valable à compter du 4 janvier 2026 pour une durée minimale de huit ans, avec possibilité pour la région de Stockholm de le prolonger de quatre ans au maximum. Ce contrat est l'un des plus importants de la région, et sa valeur, calculée sur 12 ans, s'élève à 4,8 milliards d'euros (55 milliards de couronnes suédoises).

Réduction des subventions de l'État français et diminution de leur contribution : les hôpitaux MCO (médecine, chirurgie et obstétrique) de Ramsay Santé en France ont continué à bénéficier de la garantie de financement accordée par l'État français, qui soutient les établissements de santé en compensant une partie des effets négatifs sur l'activité enregistrés depuis la pandémie de COVID-19. Cette garantie a été prolongée une dernière fois pour l'année civile jusqu'au 31 décembre 2024, et s'élève à 50% du montant de la garantie de financement notifiée pour 2023 (indexée aux tarifs 2024) majoré de 50% de la facturation de l'activité réalisée au titre de l'année 2024. À titre de comparaison, le même mécanisme en vigueur au cours de l'année civile précédente prévoyait un taux de garantie de 70%.

Le montant de la garantie de financement comptabilisé par le Groupe en « Autres produits d'exploitation » a diminué, passant de 41 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024 à 20 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2025. Cette diminution résulte de la modification de la couverture garantie, de la poursuite de la reprise de l'activité dans la minorité des établissements français de Ramsay Santé encore en-dessous des niveaux d'avant-COVID 19 et bénéficiant du dispositif, ainsi que de la fin du dispositif au 31 décembre 2024.

Ramsay Santé a refinancé puis reprisé avec succès sa dette senior : Le 13 août 2024, Ramsay Santé a finalisé un accord d'« Amend & Extend » pour le refinancement de son contrat de dette senior de 1 650 M€, comprenant une ligne de « revolving credit facility » de 100 M€ et une ligne de crédit Capex de 100 M€, prolongeant ainsi ses échéances de dette de 2026-2027 à 2029-2031. L'« Amend & Extend » a été soutenu par les prêteurs existants ainsi que par un grand nombre de nouveaux investisseurs, ce qui a permis à Ramsay Santé de prolonger l'intégralité de son « Term Loan B » tout en optimisant son coût lors de la syndication. Ramsay Santé s'engage pleinement à concilier ses intérêts économiques, humains et environnementaux afin de créer les conditions d'une croissance durable. Par conséquent, le schéma ESG du « Term Loan B » existant a été reconduit et mis à jour dans un contrat cadre spécifique, qui permet un ajustement éventuel de la marge (à la hausse ou à la baisse) sur la base de l'évaluation de KPIs spécifiques liés à la satisfaction des patients, aux soins médicaux pour les populations mal desservies et aux soins de santé préventifs, à la satisfaction des employés et à la prévention des risques psychologiques, ainsi qu'à la réduction des émissions de CO2 (scope 1&2). Ce refinancement permet à Ramsay Santé de fournir à ses parties prenantes un cadre de financement à long terme et de soutenir la mise en œuvre de ses initiatives clés dans le cadre de sa stratégie "Yes We Care 2025". Le 17 février 2025, Ramsay Santé a ensuite conclu avec succès le repricing de sa tranche TLB4 de 1 025 M€ et étendu de 2 ans sa tranche TLB3 de 425 M€, toutes deux fusionnées dans une nouvelle tranche unique TLB5 de 1 450 M€ d'une maturité à août 2031. Grâce à cette transaction, Ramsay Santé optimise le coût de sa dette et étend sa maturité.

Périmètre de consolidation

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé une petite filiale de transport sanitaire, acquis une unité de soins primaires en Suède et porté à 81 % sa participation dans Qurant, une société suédoise spécialisée dans la santé et la prévention au travail via des canaux digitaux, désormais consolidée.

Commentaires sur les résultats annuels

Activité et chiffre d'affaires

Le groupe Ramsay Santé a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 5 242 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,7%. Après ajustement des variations de périmètre et à taux de change constants, la croissance du chiffre d'affaires organique de l'exercice clos le 30 juin 2025 est de +2,7%.

Le chiffre d'affaires en France a progressé de 5,9%, incluant la contribution des 12 centres de soins primaires Cossem repris par Ramsay Santé en juin 2024, l'ouverture de 4 centres de santé mentale de jour et l'installation de 8 nouveaux équipements d'imagerie depuis juillet 2024. La croissance organique a été soutenue par (i) une augmentation des volumes grâce à un jour ouvré supplémentaire par rapport à l'année dernière, (ii) la hausse des revenus provenant des achats médicaux rechargeables, (iii) l'augmentation des tarifs résultant de la suppression du coefficient CICE à compter du 1er juillet 2024 (bénéficiant de l'impact complet du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), qui ajoute l'équivalent d'une augmentation tarifaire de +2,2% à l'augmentation initiale de +0,3% des tarifs MCO à compter de mars 2024, (iv) +0,5% d'augmentation des tarifs MCO à compter de mars 2025 et ce (v) malgré la retenue totale du coefficient prudentiel sur la facturation de 2024, représentant une baisse de 14,7 M€ par rapport à l'année dernière et impactant la croissance française à hauteur de 0,4 point. Le nombre total d'admissions dans nos hôpitaux en France a augmenté par rapport à la même période de l'année précédente, prolongeant et confirmant la contribution des établissements du Groupe au rattrapage du retard accumulé dans les soins hospitaliers après la pandémie de COVID-19 : +2,2% de croissance des admissions en MCO sous l'effet de la croissance des soins ambulatoires et +5,3% en santé mentale. Nos établissements français ont pris en charge c. 718 000 admissions en urgence cette année, confirmant leur rôle majeur dans l'accomplissement de leurs missions de service public. Le nombre de séances de chimiothérapie a augmenté de +2,0%, et le nombre de séances de dialyse est resté stable par rapport à l'année dernière.

Les pays nordiques ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires de +2,2%, bénéficiant de 23,3 M€ (soit 1,4%) de fluctuation favorable de taux de change (appréciation de la couronne suédoise vs. euro par rapport à la même période de l'année précédente). La croissance organique du chiffre d'affaires dans les pays nordiques pour l'ensemble de l'exercice clos en juin 2025 s'est élevée à +0,5% à périmètre et à taux de change constants. La solide croissance organique en Suède, alimentée par la hausse de l'activité de St Göran, notamment grâce à la montée en puissance de sa nouvelle maternité, et la demande soutenue dans nos cliniques de soins aux personnes âgées en Suède, ont été contrebalancées par la baisse du nombre de patients ambulatoires dans les unités ophtalmologiques en Norvège et par la baisse des volumes provenant du secteur public et des assurances privées au Danemark. L'activité de soins primaires en Suède a été solide, avec une tendance long terme de hausse du nombre de patients listés, certaines hausses de prix ainsi que des améliorations apportées aux outils et processus numériques, qui ont permis de compenser la perte de certains contrats de soins primaires.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe a augmenté de +1,7% par rapport à l'année dernière, à 621,4 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2025. Il comprend un produit de 19,9 M€ (41,3 M€ l'année dernière) provenant de la garantie financement accordée par le gouvernement français, décrite dans le paragraphe « Faits marquants de l'exercice » ci-dessus. La baisse de la contribution de ce mécanisme s'ajoute au manque à gagner de 14,7 M€ par rapport à l'année dernière lié au non-versement par le gouvernement du coefficient prudentiel sur les tarifs en France. Les financements obtenus par ailleurs via les augmentations des tarifs en France et les divers payeurs publics dans les pays nordiques n'ont que partiellement couvert l'inflation des salaires du personnel médical ainsi que l'augmentation générale des prix des achats et des services externalisés. L'EBITDA et les marges restent donc sous pression malgré les efforts de productivité réalisés sur l'activité incrémentale. Les mesures de maîtrise des coûts ont été renforcées afin d'adapter les opérations à l'environnement inflationniste actuel, et l'allocation des ressources a été revue en conséquence.

Résultat opérationnel et éléments non courants

Le résultat opérationnel courant atteint 187,4 M€ pour l'exercice clos en juin 2025, en hausse de 3,2 M€ par rapport à l'année dernière. L'augmentation de la charge d'amortissement des droits d'utilisation des actifs loués provient de l'effet de l'indexation des loyers et de la contribution des acquisitions de l'exercice FY24 (par exemple Cossem). Les autres produits et charges non courants représentent une charge nette de (14,2) M€ pour l'exercice clos en juin 2025, comprenant les coûts et honoraires liés à la restructuration des établissements pour (5,5) M€, des coûts de transaction et d'intégration pour (3,7) M€, ainsi que des coûts de dépréciation d'actifs pour (5,4) M€. La période correspondante de l'exercice précédent affichait une charge de (23,6) M€, principalement liée à une charge de dépréciation de (18,5) M€ sur les actifs de plusieurs cliniques en France.

Résultat financier et résultat net après impôts

Le coût de la dette financière nette s'est élevé à 194,4 M€ pour l'exercice clos en juin 2025, en hausse de 20,3 M€ par rapport aux 174,1 M€ de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à la hausse des charges d'intérêts résultant de l'augmentation de la marge sur la dette senior liée au refinancement, à la hausse des taux de couverture fixes et à la dépréciation de (9,2) M€ des coûts d'emprunt non amortis à la suite des deux opérations de refinancement de la dette senior. Les autres produits et charges financiers s'élèvent à (12,2) M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2025, contre (27,3) M€ l'année dernière, cette variation s'expliquant principalement par des mouvements non cash de mark-to-market sur des swaps de taux d'intérêt comptabilisés en charges pour (7,2) M€ cette année, contre (21,0) M€ l'année dernière (impacts non récurrents à l'avenir, le contrat de swap correspondant étant arrivé à échéance en octobre 2024). La perte nette -part du Groupe- de l'exercice clos le 30 juin 2025 s'élève à (54,1) M€, en ligne avec la perte nette de (53,9) M€ enregistrée l'année dernière.

Agrégats retraités :

L'EBITDA publié de 621,4 M€ (+10,4 M€ par rapport à l'année dernière) exclut les charges de location opérationnelle dites simples ou non financières pour un montant de 273,5 M€ (258,9 M€ l'année dernière), qui sont enregistrées en amortissement de l'actif du droit d'utilisation et en intérêts sur la dette de location) conformément aux normes IFRS. L'augmentation de ces charges de location opérationnelle par rapport à l'exercice précédent provient principalement de l'effet de l'indexation des loyers et de la contribution des acquisitions de l'exercice 2024 (principalement Cossem). Le tableau ci-dessous présente les agrégats du compte de résultat retraités de l'impact de la norme IFRS16 sur les loyers d'exploitation ou les loyers non financiers (cf. glossaire pour plus de détails).

Agrégats du compte de résultat retraités de l'impact IFRS16 sur les loyers d'exploitation (cf. glossaire)

€ millions	30 juin 2025			30 juin 2024			Δ
	Publié	Impact du retraitement	Retraité	Publié	Impact du retraitement	Retraité	
EBE % du CA	621,4 11,9%	273,5	347,9 6,6%	610,9 12,2%	258,9	352,0 7,0%	14,6
Dépréciation et amortissement	(434,0)	(217,4)	(216,6)	(426,7)	(205,3)	(221,4)	(12,1)
Résultat opérationnel courant	187,4	56,1	131,3	184,2	53,6	130,6	2,5
Résultat financier	(206,6)	(74,8)	(131,8)	(201,4)	(75,6)	(125,8)	0,8
Résultat net	(38,1)	(11,4)	(26,7)	(36,7)	(15,9)	(20,8)	4,5

Flux de trésorerie et financement

Par rapport à l'année dernière, la hausse de 106,9 M€ du flux de trésorerie d'exploitation, à partir d'un EBITDA en hausse de 10 M€, provient principalement d'une amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement de 109 M€, liée notamment à un montant plus élevé d'avances de trésorerie de l'État français à rembourser (étendues en raison de la publication tardive des tarifs) en date du 30 juin 2025 par rapport à la même date l'année dernière.

Les dépenses d'investissement nettes de 135,8 M€ sur l'année sont inférieures à celles de l'année dernière (166,6 M€) et comprennent les travaux de maintenance et d'optimisation, ainsi que l'amélioration de notre portefeuille de cliniques et le développement d'équipements d'imagerie. Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont été réduites de 42,1 M€ par rapport à l'année dernière grâce à une sélection plus fine des dépenses d'investissement, à des financements supplémentaires provenant de la cession de biens immobiliers non hospitaliers et non stratégiques, et à de moindres acquisitions.

Les sorties de trésorerie liées au financement ont été notamment affectées par le remboursement de dettes à court et long termes pour un montant total de 100 M€, les frais d'émission liés aux nouveaux emprunts à la suite du refinancement et de la renégociation des taux d'intérêt pour 14 M€, et l'augmentation des loyers pour 21 M€.

La trésorerie et équivalents s'élève à 366,5 M€ au 30 juin 2025, en légère augmentation de +7,5 M€ par rapport à l'année dernière.

La dette nette IFRS publiée au 30 juin 2025 atteint 3 647,5 M€, contre 3 610,9 M€ au 30 juin 2024. La dette nette retraitée s'élève à 1 675,9 M€, contre 1 756,2 M€ au 30 juin 2024. Le levier net retraité est de 4,7x à fin juin 2025, en amélioration par rapport à son niveau de juin 2024 (4,9x). Le refinancement « Amend & Extend » du contrat de dette senior en août 2024, ainsi que son repricing & extension en février 2025 sont présentés dans le paragraphe « Faits marquants de l'exercice ». Pour plus de détails, se référer aux communiqués de presse du 13 août 2024 et du 17 février 2025.

À propos de Ramsay Santé

Ramsay Santé est le leader européen de l'hospitalisation privée et des soins primaires en Europe avec 38 000 salariés et 9 300 praticiens au service de 12 millions de patients dans nos 465 établissements répartis dans 5 pays : France, Suède, Norvège, Danemark et Italie. Ramsay Santé propose, en hospitalisation, la quasi-totalité des prises en charges médicales et chirurgicales dans trois métiers : Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO), Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) et Santé Mentale.

Ramsay Santé est, statutairement, une société à mission qui s'engage à améliorer la santé de toutes et tous, en innovant constamment. Partout où il est présent, le Groupe participe aux missions de service public de santé et au maillage sanitaire du territoire. Par ses actions et la mobilisation constante de ses équipes, Ramsay Santé s'engage à sécuriser les parcours de soin des patientes et des patients, de la prévention au suivi.

Chaque année, le groupe investit plus de 200 millions d'euros dans l'innovation pour accompagner l'évolution et la diversité des parcours du soin, sur le plan médical, hospitalier, digital ou administratif. Grâce à cet engagement, notre Groupe renforce l'accès aux soins pour tous, s'engage à proposer les meilleurs soins, à systématiser le dialogue avec ses parties prenantes et à mieux protéger la planète pour améliorer la santé.

Facebook: <https://www.facebook.com/RamsaySante>

Instagram: <https://www.instagram.com/ramsaysante>

Twitter: <https://twitter.com/RamsaySante>

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/ramsaysante>

YouTube: <https://www.youtube.com/c/RamsaySante>

Code ISIN et Euronext Paris : FR0000044471

Site web : www.ramsaysante.fr

Relations avec les investisseurs / analystes

Clément Lafaix

Tél. +33 1 87 86 21 52

clement.lafaix@ramsaysante.fr

Relations avec la presse

Brigitte Cachon

Tél. +33 1 87 86 22 11

brigitte.cachon@ramsaysante.fr

Glossaire

- Périmètre constant :
 - L'annulation des entités entrantes consiste :
 - o pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
 - o pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher, dans l'année en cours, la contribution de l'acquisition des agrégats des mois antérieurs au mois d'acquisition.
 - L'annulation des entités sortantes consiste :
 - o pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher, dans l'année précédente, la contribution de l'entité sortie des agrégats à partir du mois de sortie ;
 - o pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'entité sortie pour la totalité de l'exercice précédent.
- La variation à taux de change constant reflète une évolution après conversion du chiffre en devises de la période en cours au taux de change de la période de comparaison.
- La variation à norme comptable constante reflète une variation du chiffre excluant l'impact des changements de normes comptables au cours de la période.
- Le résultat opérationnel courant désigne le résultat opérationnel avant les autres produits et charges non récurrents constitués par les coûts de restructuration (charges et provisions), les plus ou moins-values de cession, les dépréciations significatives et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels et d'autres produits et charges opérationnels inhabituels.
- L'Excédent brut d'exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les amortissements (les charges et provisions du compte de résultat sont regroupées selon leur nature).
- La dette financière nette est constituée de la dette financière brute diminuée des actifs financiers.
 - Les dettes financières brutes sont constituées :
 - o des emprunts auprès d'établissements de crédit, y compris les intérêts encourus ;
 - o des dettes de location entrant dans le champ d'application IFRS 16 ;
 - o de la juste valeur des instruments financiers de couverture enregistrés au bilan, nette d'impôts ;
 - o des dettes financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o des découverts bancaires.
 - Les actifs financiers sont constitués :
 - o de la juste valeur des instruments de couverture enregistrés au bilan, nette d'impôts ;
 - o des créances financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris les titres auto-détenus par le groupe (considérées comme des valeurs mobilières de placement) ;
 - o des actifs financiers directement liés aux emprunts contractés et reconnus dans les dettes financières brutes.
- Les agrégats retraités sont calculés à partir des agrégats publiés qui ont été retraités de l'impact de la norme IFRS16 sur les loyers dits simples / non financiers (mais pas du traitement de cette norme appliqué aux crédits-bails ou locations-financements / lease financing, qui est toujours inclus). À titre d'illustration :
 - L'EBITDA retraité comprend les charges de loyers dits simples (non financiers), comparé à l'EBITDA publié.
 - La dette nette retraitée ne comprend pas les dettes de location courantes et non courantes liées aux loyers dits simples (non financiers), comparé à la dette nette publiée.
 - Le ratio de levier net retraité découle de la dette nette retraitée et de l'EBITDA retraité sur les douze derniers mois (LTM).

Résultats financiers annuels au 30 juin 2025

Compte de résultat consolidé		
(En millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 242,0	5 006,5
Frais de personnel	(2 655,9)	(2 570,8)
Achats consommés	(1 158,1)	(1 063,9)
Autres charges et produits opérationnels	(570,7)	(534,7)
Impôts et taxes	(148,5)	(144,2)
Loyers	(87,4)	(82,0)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	621,4	610,9
Amortissements	(434,0)	(426,7)
Résultat opérationnel courant	187,4	184,2
Autres produits et charges non courants	(14,2)	(23,6)
Résultat opérationnel	173,2	160,6
Coût de l'endettement brut	(119,0)	(96,8)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	4,7	2,9
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16)	(80,1)	(80,2)
Coût de l'endettement financier net	(194,4)	(174,1)
Autres produits financiers	3,5	2,3
Autres charges financières	(15,7)	(29,6)
Autres produits et charges financiers	(12,2)	(27,3)
Impôt sur les résultats	(1,6)	4,1
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	--	--
Résultat net des activités abandonnées	(3,1)	--
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(38,1)	(36,7)
- Résultat net part du Groupe	(54,1)	(53,9)
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	16,0	17,2
BÉNÉFICE NET PAR ACTION (en euros)	(0,49)	(0,49)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(0,49)	(0,49)

État des autres éléments du résultat global consolidé		
(En millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(38,1)	(36,7)
Écarts de conversion	9,5	16,0
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(9,9)	(2,7)
Éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(0,4)	13,3
Écarts actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière	4,9	(11,2)
Autres	0,5	0,2
Éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	5,4	(11,0)
Autres éléments du résultat global après impôts	5,0	2,3
RÉSULTAT GLOBAL	(33,1)	(34,4)
- Résultat global part du Groupe	(49,1)	(51,6)
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	16,0	17,2

État de la situation financière consolidée – Actif		
(En millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Goodwill	2 087,9	2 081,1
Autres immobilisations incorporelles	205,5	209,0
Immobilisations corporelles	936,0	974,4
Droits d'utilisation (IFRS16)	2 028,2	1 925,4
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,2	0,2
Autres actifs financiers non courants	160,0	146,9
Actifs d'impôts différés	114,7	91,6
ACTIFS NON COURANTS	5 532,5	5 428,6
Stocks	125,1	125,0
Clients	527,5	687,2
Autres actifs courants	260,7	269,3
Actifs d'impôts exigibles	6,3	3,8
Actifs financiers courants	17,5	22,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	366,5	359,0
ACTIFS COURANTS	1 303,6	1 466,6
ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	2,9	--
TOTAL ACTIF	6 839,0	6 895,2

État de la situation financière consolidée – Passif et Capitaux propres		
(En millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Capital	82,7	82,7
Prime d'émission	611,2	611,2
Réserves consolidées	505,4	554,3
Résultat net part du Groupe	(54,1)	(53,9)
Capitaux propres part du Groupe	1 145,2	1 194,3
Intérêts ne donnant pas le contrôle	36,6	35,4
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 181,8	1 229,7
Emprunts et dettes financières	1 841,2	1 880,0
Dettes sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires	16,9	22,5
Dettes de location non courante (IFRS16)	1 890,5	1 800,7
Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	102,9	107,6
Provisions non courantes	139,4	144,1
Autres passifs non courants	16,2	7,4
Passifs d'impôts différés	29,4	17,2
PASSIFS NON COURANTS	4 036,5	3 979,5
Provisions courantes	33,6	36,4
Comptes fournisseurs et autres dettes	432,3	457,8
Autres passifs courants	811,1	830,9
Passifs d'impôts exigibles	5,4	5,1
Dettes financières courantes	61,0	104,3
Dettes liées à des engagements d'achat de participations minoritaires	5,3	6,4
Dettes de location à court terme (IFRS 16)	268,7	245,1
PASSIFS COURANTS	1 617,4	1 686,0
PASSIFS LIES AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	3,3	--
TOTAL PASSIF	6 839,0	6 895,2

Variations des capitaux propres consolidés								
(En millions d'euros)	CAPITAL	PRIME	RÉSERVES	RÉSULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT NET DE L'EXERCICE PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2023	82,7	611,2	566,2	(63,6)	49,4	1 245,9	31,0	1 276,9
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôt)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	49,4	--	(49,4)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(13,4)	(13,4)
Variation du périmètre et autres	--	--	--	--	--	--	0,6	0,6
Résultat global de l'exercice	--	--	--	2,3	(53,9)	(51,6)	17,2	(34,4)
Capitaux propres au 30 juin 2024	82,7	611,2	615,6	(61,3)	(53,9)	1 194,3	35,4	1 229,7

Capitaux propres au 30 juin 2024	82,7	611,2	615,6	(61,3)	(53,9)	1 194,3	35,4	1 229,7
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôt)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	(53,9)	--	53,9	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(14,4)	(14,4)
Variation du périmètre et autres	--	--	--	--	--	--	(0,4)	(0,4)
Résultat global de l'exercice	--	--	--	5,0	(54,1)	(49,1)	16,0	(33,1)
Capitaux propres au 30 juin 2025	82,7	611,2	561,7	(56,3)	(54,1)	1 145,2	36,6	1 181,8

Tableau des flux de trésorerie consolidés		
(En millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024
Résultat net de l'ensemble consolidé	(38,1)	(36,7)
Amortissements	434,0	426,7
Autres produits et charges non courants	14,2	23,6
Quote-part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	--	--
Autres produits et charges financiers	12,2	27,3
Intérêts financiers liés au passif de location (IFRS16)	80,1	80,2
Coût de l'endettement financier net hors intérêts financiers liés à la dette de location	114,3	93,9
Impôts sur les résultats	1,6	(4,1)
Résultat net des activités abandonnées	3,1	--
Excédent brut d'exploitation	621,4	610,9
Éléments non cash dont dotations et reprises de provisions (transactions sans effet de trésorerie)	(4,2)	(12,7)
Autres produits et charges non courants payés	(16,5)	(14,7)
Variation autres actifs et passifs non courants	(22,7)	(21,6)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	578,0	561,9
Impôts sur les sociétés payés	(17,9)	(1,3)
Variation du besoin en fonds de roulement	135,4	26,2
Impact des activités abandonnées sur les flux d'exploitation	(1,8)	--
FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE : (A)	693,7	586,8
Investissements corporels et incorporels	(142,8)	(168,5)
Désinvestissements corporels et incorporels	7,0	1,9
Acquisition d'entités	(5,1)	(16,3)
Cession d'entités	1,3	2,0
Dividendes reçus	1,6	0,4
Impact des activités abandonnées sur les flux d'investissements	(0,4)	--
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)	(138,4)	(180,5)
Augmentation du capital et des primes d'émission : (a)	--	--
Augmentation du capital des filiales souscrites par des tiers (b)	--	--
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (c)	(14,4)	(13,4)
Intérêts financiers versés : (d)	(108,5)	(94,9)
Produits financiers reçus et autres charges financières payées : (e)	1,5	3,3
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) : (f)	(80,1)	(80,2)
Frais sur émission d'emprunt : (g)	(14,2)	--
Flux avant endettement : (h) = (A+B+a+b+c+d+e+f+g)	339,6	221,1
Augmentation des dettes financières : (i)	63,1	70,4
Remboursement des dettes financières : (j)	(148,2)	(56,0)
Diminution de la dette de location (IFRS16) : (k)	(251,6)	(230,7)
Impact des activités abandonnées sur les flux de financement (l)	2,2	--
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + g + i + j + k + l	(550,2)	(401,5)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)	5,1	4,8
Incidence des variations des cours de devises	2,4	2,0
Trésorerie à l'ouverture	359,0	352,2
Trésorerie à la clôture	366,5	359,0
Endettement net à l'ouverture	3 610,9	3 670,0
Flux avant variation de l'endettement (h)	(339,6)	(221,1)
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt	(3,6)	1,9
Juste valeur des instruments financiers de couverture	15,3	18,3
Variations de périmètre et autres	(1,5)	63,0
Dette de location (IFRS16)	366,0	78,8
Dette financière nette à la fin de l'exercice	3 647,5	3 610,9